

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Faible augmentation des allocations chômage : le patronat le plus bête du monde ?

Le conseil d'administration de l'Unédic s'est tenu ce mardi 27 juin 2023, avec comme point majeur la revalorisation des allocations chômage.

Cette discussion s'est tenue dans un contexte de forte inflation, de 5,1 % en 2023 et même de 15,4 % sur les produits alimentaires, qui touche d'autant plus les plus faibles revenus, nombreux parmi les allocataires.

Dans le même temps, le gouvernement poursuit le saccage de l'assurance chômage par des décisions successives de baisse des droits et annonce sa volonté de capter plus de deux milliards d'euros supplémentaires sur la collecte destinée au paiement des allocations, afin de financer le futur France Travail.

Toutes les organisations syndicales de salarié·es ont donc demandé au patronat de se liguer contre le hold-up qui se prépare sur la collecte Unédic et d'accepter une augmentation suffisante des allocations.

La CGT a demandé d'entrée de jeu 10 euros par jour pour toutes les allocataires et la définition d'une véritable allocation plancher pour remonter 40 % des allocations au moins au-dessus du seuil de pauvreté.

Les organisations syndicales ont toutes rappelé que doit être tenu compte de l'inflation.

Mais, le patronat s'est arc-bouté sur une revalorisation très faible de 1,9 %.

Cette revalorisation totalement insuffisante a été votée par les seules organisations patronales, tandis que toutes les organisations de salarié·es se sont abstenues (le vote contre d'une seule organisation syndicale aurait induit une non-revalorisation des indemnités).

Face au risque de ponction par le gouvernement, le patronat manque une occasion de défendre l'Unédic et de réaffirmer unanimement son objet : indemniser les travailleuses et travailleurs privé·es d'emploi. Non seulement la revalorisation est insuffisante pour les premier·es concerné·es, mais le patronat montre qu'il est complice du gouvernement et multiplie les déclarations contradictoires. Les organisations syndicales leur demandent unanime de revoir leur position.

Sophie Binet, Secrétaire générale de la CGT, est venue apporter le soutien de toute la CGT au rassemblement organisé par le comité national des travailleuses et travailleurs privés d'emploi et précaires à proximité de l'Unédic et dénoncer cette attitude inacceptable.

Montreuil, le 27 juin 2023